



## **Crise du Covid-19 : Pour la planète et l'humanité Gagnons les "jours heureux" par la lutte !**

Alors que notre pays traverse toujours une crise sanitaire économique et sociale historique, nous adressons au gouvernement un « carton rouge » aux politiques mises en œuvres qui tournent le dos à l'intérêt général et axées exclusivement sur la réduction des déficits publics et les intérêts d'un patronat qui n'en a jamais assez.

Pour nos organisations, il est nécessaire de s'engager sur une autre voie, pour éviter les dérives nationalistes, individualistes, et remettre nos vies ainsi que la planète avant leurs profits. **Le 1er mai 2020** est l'occasion de nous exprimer sur les leçons que nous devons tirer de cette crise, et de définir les priorités et les orientations qui guideront nos luttes actuelles et futures.

### **L'urgence sanitaire actuelle nécessite que les autorités reconsidèrent leurs choix politiques en faveur de l'humain·e nos vies et non du capital !**

Le Président Macron a annoncé un déconfinement à partir du 11 mai. Ce choix résulte plus d'une volonté de répondre aux attentes du patronat qui souhaite une reprise de l'activité économique à tous prix, plutôt que d'un choix de raison.

Il est indispensable, dans les entreprises où la reprise sera effective de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des salarié·e·s en leur attribuant tous les équipements nécessaires (masques, gel hydro alcoolique,...).

Nos organisations rappellent que les employeurs sont responsables de leur santé physique et mentale.

Nous appelons toutes les salarié·e·s à faire valoir leur droit de retrait lorsque leurs employeurs ne mettent pas tous les moyens en place pour assurer leur sécurité. Nous dénonçons la suspension de Anthony Smith, inspecteur du travail, pour son action concernant la protection des travailleurs/euses en activité.

### **Voici les exigences portées par nos organisations respectives :**

- **Renforcement des moyens de contrôle de l'inspection du travail, notamment sur les conditions sanitaires ainsi que pour les services de santé au travail et les médecins du travail**

- **Renforcement des droits des salarié·e·s, avec notamment la mise en place d'un droit de veto des instances représentatives du personnel sur la continuité des activités.**

- **Tout·e·s les salarié·e·s placé·e·s en activité partielle ou arrêté·e·s pour garde d'enfants doivent être payés à 100 % .**

- **Nous exigeons aussi la reconnaissance en maladie professionnelle de tout·e salarié·e atteint du Covid-19.**

- **Un soutien particulier doit être apporté aux petites structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'aux TPE et PME de notre territoire pour qu'elles puissent faire face à la**

**crise sanitaire sous condition de démocratisation et de responsabilisation sociale et écologique.**

- **Nous exigeons l'interdiction de versements de dividendes aux actionnaires : il n'est pas acceptable que les grandes entreprises persistent à rémunérer les actionnaires dans cette période de crise sanitaire et économique. Rappelons que Total et Sanofi ont distribué 5 milliards d'euros de dividende en 2020 !**

- **Nous exigeons l'annulation des dérogations au code du travail et la reconnaissance du droit de retrait lorsque la sécurité sanitaire n'est pas garantie.**

- **Nous revendiquons une hausse conséquente du salaire, et non des primes temporaires, pour les personnels soignants et les travailleur·euse·s les plus exposé·e·s, souvent les plus mal rémunéré·e·s.**

## **Pour le renforcement et le développement des services publics:**

**Nos organisations exigent que des moyens soient alloués au développement des services publics qui ont une fois de plus fait la démonstration de leur efficacité.**

Concernant le plan massif d'investissement annoncé par le Président Macron à Mulhouse dans la santé, nous attendons des précisions notamment sur les répercussions pour la Sarthe.

Concernant la situation dans les Ehpad, l'inquiétude est grande chez les retraité-es, là aussi un plan massif d'investissement dans l'intérêt des personnels et des résident-e-s est indispensable. La crise sanitaire a aussi mis en évidence le manque de moyens pour la recherche publique.

Il faut mettre en place un plan d'investissement massif et pérenne dans toute la recherche publique afin de pouvoir anticiper les futures crises, et accompagner la nécessaire transition écologique.

Dans l'Education, les inégalités scolaires, déjà fortes, ont été aggravées dans le contexte de confinement, et de nombreux-ses élèves se sont encore un peu plus éloigné-es de l'Ecole. Notre département est déjà le plus touché de la Région par l'appauvrissement de sa population, avec les conséquences que cela a sur les conditions d'apprentissage des élèves. Nous le réaffirmons haut et fort, pour lutter contre les inégalités scolaires, ce sont des milliers de postes d'enseignant-es, de personnels spécialisé-es qu'il

faut recruter, et former à la hauteur des besoins et des enjeux. Cela nécessite une politique scolaire aux antipodes de celle menée actuellement.

Alors que les écoles doivent rouvrir progressivement à partir du 11 mai, la concertation au niveau national avec les syndicats de l'Education Nationale laisse de nombreuses interrogations. Localement, cette concertation n'a toujours pas été mise en place. Là aussi, l'inquiétude est grande parmi les enseignant-es et les parents d'élèves.

En tout état de cause, nous dénonçons une impréparation et une insuffisance des mesures nécessaires - et notamment le dépistage systématique - qui risquent fort de déclencher une 2ème vague de COVID-19 plus mortifère que la 1ère. La réouverture précipitée des écoles n'a pour objet que de servir les profits des capitalistes en renvoyant leurs parents au travail : le gouvernement portera l'entière responsabilité de la mise en danger des personnels et des familles. L'urgence est d'abord sanitaire : le gouvernement et le ministre n'apportent toujours aucune garantie pour la santé et la sécurité des personnels.

À défaut des garanties indispensables, nous appellerons les personnels à ne pas se rendre dans leur école ou établissement le 11 mai dans le cadre de leur droit de retrait ou de leur droit de grève.

## **Pour lutter contre les violences faites aux femmes par les hommes.**

**Alors que pas loin de 150 femmes ont perdu la vie en 2019 sous les coups de leurs conjoint ou ex, alors qu'environ 220 000 femmes adultes sont victimes chaque année de violences physiques et/ou sexuelles au sein du couple** (sans prendre en compte toutes les autres formes de violence (verbale, administrative, économique...), depuis la mise en place du confinement, les associations d'aide aux victimes et les organisations féministes alertent : en ces temps de distanciation sociale, ces femmes se retrouvent enfermées chez elles, seules avec leur agresseur qui a toute latitude pour les contrôler, les insulter, les frapper, les violer quotidiennement.

Le foyer n'est pas un lieu de réconfort pour elles, bien au contraire ! Les 15 premiers jours du confinement ont d'ailleurs vu augmenter de plus de 30 % les déclarations de violences aux associations d'aide aux femmes.

Nous dénonçons le manque de moyens et de volonté politique pour répondre à cette question de santé et de sécurité pour des centaines de milliers de femmes en France.

Nous exigeons la mise en place d'un plan d'urgence pour lutter contre les violences conjugales pendant et après le confinement et un financement d'1 milliard d'euros, notamment pour les associations d'aide aux victimes.

Nous exigeons l'ouverture en urgence de places d'hébergement pour les femmes victimes.

Nous exigeons que les femmes soient reçues, écoutées et entendues lorsqu'elles vont déposer plainte contre leurs agresseurs, qu'elles soient protégées et que les agresseurs soient arrêtés et jugés.

## **Une attention particulière doit être apportée aux plus faibles**

Nous revendiquons une hausse conséquente du salaire, et non des primes temporaires, pour les personnels soignants et les travailleurs les plus exposé.e.s, souvent les plus mal rémunéré.e.s. La gravité de la crise sanitaire rend encore plus cruciale la prise en compte des conditions de vie de tous les immigré-es et réfugié-es sans papiers, dont beaucoup d'enfants. Ils/elles doivent être régularisé-es !

De même, les Centres de rétention administrative, lieux de concentration de personnes ne pouvant respecter la distanciation sociale martelée à tout

va doivent être fermés pour garantir la santé de celles et ceux qui y sont enfermé-e-s !

Il en est de même concernant les sans-abris et les mal-logé-es. Il faut des mesures fortes pour le logement des ménages défavorisés.

L'épidémie de Covid 19 n'a fait qu'accentuer les inégalités sociales face à l'habitat.

Exigeons ensemble que chaque sans-abri dispose d'un hébergement et d'un accompagnement social.

## **Soyons vigilant-es sur la préservation de nos libertés fondamentales :**

L'État d'urgence sanitaire a ouvert la porte à la restriction abusive de nos libertés individuelles et collectives.

Nos organisations refusent tout système de traçage contraire au respect de la vie privée qui enregistrerait et centraliserait des informations personnelles et de géolocalisation.

## **Mobilisons-nous pour que le jour d'après soit en rupture avec le désordre néolibéral !**

**La crise que nous traversons nécessite une rupture avec l'actuelle conception capitaliste de l'économie et de la mondialisation néolibérale. Le "jour d'après" annonce l'impérieuse nécessité de transformations écologiques, sociales et démocratiques. Pour ce faire, nous devons réorienter la politique fiscale et industrielle pour une véritable justice sociale et climatique.**

**Nos organisations et associations ont conscience de la nécessité de se rassembler dans la prochaine période pour imposer que nos vies et la Planète soient véritablement au cœur des politiques de demain et passent avant les profits. Toutes nos propositions et revendications visent à préparer ensemble le "jour d'après".**

**Dans le respect de la diversité de chacun, il va nous falloir nous rassembler et nous mobiliser pour de véritables "jours heureux" ! Dans ce cadre, le 1er mai, pour toute la symbolique que cette journée porte, doit être un point d'étape de nos mobilisations futures. Ce jour-là, soyons toutes et tous présent-es, à nos fenêtres ou sous toute forme d'initiative individuelle ou collective, dans le respect des conditions sanitaires, avec des pancartes, des banderoles et des slogans revendicatifs pour défendre notre droit de réunion et d'association, et toutes nos libertés.**

**Pétition à signer en ligne sur :  
#PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres**

